

64 ans, c'est NON !

L'UNITE SYNDICALE EXEMPLAIRE APPELLE UNE RIPOSTE POLITIQUE TOUT AUSSI UNITAIRE DE LA GAUCHE !

Le passage en force du Président de la République et de son gouvernement est inacceptable ! Comment imaginer faire travailler les gens jusqu'à 64 ans tandis qu'il y a 41 ans, en 1982, le gouvernement de Gauche faisait voter le passage de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans ?

Dans une France plus riche parce que plus productive il faudrait accepter ce recul social par la seule obstination politique d'un gouvernement ultralibéral ? PAS QUESTION ! Les Communistes soutiennent l'intersyndicale qui combat courageusement cette politique régressive. Laquais des puissances financières du CAC 40 et des « fonds de pension », Macron doit retirer sa réforme injuste. Des moyens existent pour financer et préserver le système de retraite par répartition construit au sortir de la seconde guerre mondiale dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Conseil National de la Résistance.

De l'argent il y en a : 380 milliards de revenus financiers des entreprises en 2022 à faire cotiser au même niveau que les cotisations sociales du travail rapporteraient 40 milliards ! Bien au-delà donc des 12 à 15 milliards annuels de déficit selon le gouvernement... Sans compter une meilleure justice fiscale qui rapporterait de quoi satisfaire de nombreux besoins sociaux, le rétablissement de l'ISF, le contrôle des aides publiques versées aux grandes entreprises sans contrepartie, la lutte efficace contre les évasions fiscales de la délinquance en col blanc...

La lutte des travailleurs(euses) est soutenue par 70 % de la population. Elle appelle un soutien sans faille de la Gauche de rupture avec le système capitaliste pour empêcher une prolongation de la vie active de 2 ans. Ce recul social, approuvé par toutes les droites et ses extrêmes (Renaissance, Modem, LR, RN...), est soutenu par les élus savoyards V.Rolland, M.Berthet, E.Bonnivard, C.Vial et M.Ferrari avec le silence complice d'H.Gaymard, F.Pannekoucke, F.Lombard, F.Burnier-Framboret...

Au parlement comme dans le pays, cette Gauche authentique fait bloc contre le projet libéral de Macron au travers de la Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale (NUPES).

Elle doit se consolider, s'élargir avec toutes les forces politiques, citoyennes, associatives pour construire un nouveau front populaire.

Ne reproduisons pas les expériences décevantes d'une gauche qui a trahi ses promesses comme dans le quinquennat de 2012 à 2017 qui a « enfanté » Macron.

Le Parti Communiste Français s'inscrit dans cette démarche unitaire en y prenant pleinement sa place dans un équilibre respectueux de toutes ses composantes.

La colère gronde légitimement dans tout le pays ! L'unité de la Gauche doit y répondre impérativement pour stopper le danger qui guette la France avec la tentation du vote RN/FN. Cela serait un choix sans issue ! Souvenons-nous que les progrès sociaux ont toujours été obtenus avec une Gauche forte et rassemblée. Dans cette Gauche réunie « Le peuple de France doit (re) découvrir un Parti Communiste Français attaché à son pays, avec sa longue histoire qui a marqué toutes les conquêtes sociales depuis 1920. C'est une force politique solide, organisée, humaine, fraternelle et généreuse » souligne Fabien ROUSSEL dans son discours de clôture du 39^{ème} Congrès du PCF en d'avril 2023 à Marseille.

Alors comme l'écrit Louis Aragon :

« Quand les blés sont sous la grêle, Fou qui fait le délicat, Fou qui songe à ses querelles Au cœur du commun combat »

Hugues ASPORD



L'EAU : un besoin, un droit, un combat...

Les habitants d'Arlyère ont eu une désagréable surprise avec leurs factures d'eau sérieusement en hausse.

L'eau est une ressource vitale. Sans eau pas de vie, or l'eau douce devient une richesse de plus en plus rare sur notre planète, raison de plus pour préserver ce bien commun de l'humanité qui ne saurait constituer une marchandise apte à satisfaire l'appétit des groupes multinationaux assoiffés de profits.

Le déficit hydrique du pays à l'horizon 2040 devient préoccupant avec les effets du changement climatique. Il impose la mise en œuvre d'un plan d'urgence s'appuyant sur une répartition équitable et une utilisation économe de la ressource.

La création d'un pôle public de l'eau, pour lequel les communistes se sont prononcés, permettrait d'impulser une gestion opérationnelle, démocratique et décentralisée à l'échelle des bassins versants. Les financements nécessaires à son fonctionnement pourraient provenir à la fois de fonds publics mais également de prélèvements sur les profits des multinationales de l'eau en position dominante. Une telle organisation aurait pour mission de reconstruire une filière publique de l'eau et de l'assainissement et d'accompagner les collectivités territoriales désireuses de se réappropriier la gestion et la maîtrise publique de l'eau. Les outils existent pour le retour d'un service public de qualité.

Pour parvenir à cet objectif ambitieux, d'autres choix politiques sont nécessaires :

- Faire de ce bien commun de l'humanité une richesse inaliénable, et, pour y parvenir de soustraire des griffes du marché, les multinationales de l'eau,
- Confier sa gestion à un Organisme de compétence locale, démocratisée, associant usagers, élus et Organismes publics (Agences de Bassins, BRGM notamment),



- Conserver dans le domaine public les barrages hydrauliques menacés de privatisation,
- Renforcer les moyens affectés au recrutement d'ingénieurs et techniciens "environnement" aptes à lancer un vaste programme d'investissements et de remise en état du réseau (Faute de moyens, près d'1 litre d'eau potable sur 5 est perdu à travers les fuites de réseau),
- Mettre en place une Tarification Sociale garantissant l'accès de tous à une eau de qualité : Assurer la gratuité des 15 premiers M3 d'eau, instaurer un tarif progressif selon la consommation des usagers...

Gérard Boiteux

Brèves

Accidents mortels à Ugitech

A quelques mois d'intervalle, deux accidents du travail ont endeuillé l'entreprise d'Ugine. Le premier est dû à la chute d'un pont roulant transportant une poche de métal en fusion, le second à la percussion d'un ouvrier piéton par un énorme élévateur de 15 t. Nous avons bien sûr une pensée émue pour les victimes et leur famille. Mais il faut réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour améliorer la sécurité au travail. La suppression des CHSCT (comité d'hygiène et de sécurité) et donc des délégués dont la seule tâche était la prévention des accidents du travail ne milite pas dans ce sens. Tout comme la mise en sous-traitance de nombreuses opérations de maintenance et de contrôle à des prestataires extérieurs est souvent une prise de risque.



L'école à la dérive

Absence d'enseignants, remplaçants éphémères, les enfants de l'école maternelle Pargoud ne sont allés à l'école que quelques jours en trois mois, ce qui a motivé la vive réaction des parents d'élèves. Une situation qui risque de se prolonger au vu des prévisions de rentrée scolaire 2023-24 : 1117 suppressions dans le 1^{er} degré, avec une perte sèche de 7 postes pour le département de la Savoie. Ainsi on annonce la fermeture de classe à Grésy, La Giétaz, Marthod, Queige et d'un blocage à Beaufort. Il est plus que temps de donner à notre école les moyens dignes d'un pays développé.

Migrants : Refouler ou Accueillir ?

Mardi 4 avril, le magazine Envoyé Spécial sur A2, diffusait deux reportages traitant du même sujet d'actualité : « l'accueil des migrants dans la France profonde ».

Dans le premier reportage, on pouvait voir une commune de 2000 habitants dans laquelle le Maire et son conseil municipal élaborent un plan d'accueil de plusieurs familles : travaux dans les logements désaffectés, inscription des enfants à l'école, recensement d'emplois vacants, cours d'initiation à la langue française, etc... Malgré quelques oppositions, les élus tiennent bon. Les familles ne comptent pas repartir. Elles se sentent accueillies, intégrées...

Comme cette commune, d'autres sauvent ainsi des classes et même des écoles et des commerces de proximité.

Dans le deuxième reportage, Le Maire de Callac en Bretagne (8000 habitants) et son Conseil municipal se heurtent à une opposition violente, chauffée par des discours racistes et fascistes et renforcée par des éléments extérieurs à la commune. Les Elus, menacés de représailles et même victimes d'agressions, renoncent à contrecœur à l'accueil des migrants.

Voilà où en est notre pays, réputé « terre d'asile ». Le ministre Darmanin déroule un tapis rouge à l'extrême droite avec une loi durcissant le traitement de l'accueil d'étrangers. Notre parti est aux côtés de ceux qui résistent au racisme ambiant car au cours de son histoire il a toujours mené campagne pour la solidarité avec les migrants, victimes de la guerre, de l'oppression, de la misère et maintenant des problèmes climatiques.

D'autant plus que notre vie économique dépend grandement de l'activité des travailleurs migrants, contrairement aux affirmations erronées des opposants de droite et d'extrême droite (Travailleurs de 2^{ème} ligne dans le BTP, l'agriculture, les services, cadres hospitaliers).

Nous dénonçons la loi MACRON-DARMANIN et tous ceux qui distillent le poison de la xénophobie et du racisme, simplement pour gagner des voix en vue des prochaines élections.

Lucien Carrel

Le RN un fourbe au service des exploités

Connaissez-vous Gauvain Sers, ce jeune chanteur qui vient de se produire à Montmélan ?

« Elle avait pourtant un beau nom, ma commune d'Hénin-Beaumont. Mais vu la haine dans ses suffrages, moi, je déménage. » chante-t-il à juste titre.

Les élus RN à la région comme dans certaines communes (St Jean de Maurienne par exemple) nous font rêver d'écologie ou de promotion sociale mais à l'Assemblée, leurs députés votent **contre** l'augmentation du SMIC, **contre** l'indexation des salaires sur l'inflation, **contre** le gel du prix des loyers, **contre** la gratuité des 1ers mètres cube d'eau, **contre** la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes.

Mais ils votent **pour** la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée de production (8 milliards d'euros) que demandait le MEDEF.

Ne nous y trompons pas, le RN est un adversaire de la démocratie sociale, roue de secours du néolibéralisme.

Louis Bertrand



UKRAINE :



"Non à la guerre, la France doit porter urgemment une offre de paix"

La Résistance se conjugue toujours au présent

C'est un double anniversaire (le 80^{ème}) pour la Mémoire et l'Histoire que nous célébrons en 2023 : la naissance du CNR (Conseil National de la Résistance), et la tragique disparition de l'unificateur de la Résistance, Jean Moulin.

Le monde actuel, loin des aspirations du CNR à la solidarité, à la fraternité et à la paix, connaît toujours le racisme et la montée des intégrismes sur fonds de réhabilitation des régimes collaborateurs des nazis, tel le pétainisme. Pourtant, le CNR avait prévu des « Jours Heureux » (une France libérée, démocratique et sociale), avec la création de la Sécurité sociale et des retraites généralisées, grâce au ministre savoyard des Travailleurs, le communiste Ambroise Croizat.

Il y 80 ans, le 30 mars, Jean Moulin chargé par De Gaulle d'unifier la Résistance, arrive à Paris accompagné de Daniel Cordier. Début mai, il obtient l'accord des huit mouvements de résistants, de six partis politiques (du PCF à la droite) et de deux syndicats (CGT et CFTC). Le 27 mai, le CNR composé de 17 membres tient sa 1^{ère} réunion présidée par Jean Moulin.

Hélas, au succès allait suivre le drame : Jean Moulin victime d'une trahison, est arrêté le 21 juin 1943 à Caluire près de Lyon alors qu'il allait participer à une réunion pour désigner le successeur du général Delestraint à la tête de l'A.S (Armée secrète).

Il allait mourir en gare de Metz, des suites des tortures endurées, sans avoir parlé.

Avec les combats sociaux d'aujourd'hui, la Résistance et le CNR sont toujours d'actualité. On doit se souvenir du CNR et de Jean Moulin dont on peut se demander ce qu'il aurait pu apporter au pays. L'œuvre de Jean Moulin et du CNR fut officiellement reconnue par l'instauration en 2013 d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai.

Liberté d'expression

« **Nul ne peut être sûr de ses droits si le droit de tous n'est pas garanti** ». Depuis plusieurs années, l'association France-Palestine-Solidarité d'Alberville organise une semaine de la Nakba en mémoire de l'expulsion et de l'exode de centaines de milliers de Palestiniens, en 1948. Cette année 2023, la banderole qui l'annonçait a été décrochée par le Grand Bivouac, propriétaire de la salle, dont on connaît pourtant l'action pour l'amitié entre les peuples. Sous la pression de certaines interventions auprès de la mairie, le Maire ne s'est pas opposé à cet enlèvement.

Aussi, le Parti communiste et nombre d'associations ont vivement protesté. La liberté d'expression doit exister sans partage dans la ville olympique et les valeurs de fraternité, paix et solidarité être respectées et même valorisées.

Avec Elias Sanbar, ambassadeur de la Palestine auprès de l'UNESCO, nous affirmons le droit fondamental de libre expression et, pour les Palestiniens, le droit au retour et à exister.

Par ailleurs, face à l'invasion des publicités à but lucratif, le PCF et d'autres associations, souhaitent voir se développer les espaces de libre expression car l'information des citoyens est indispensable à leur réflexion et doit passer avant la recherche du profit.

G. Simon



AVEC LE PCF, L'HUMAIN D'ABORD

Pour faire le choix
de l'humain

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
E-mail : _____ Tél : _____

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris
Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr